

Jean Sévillia: du communisme au wokisme, 70 ans de terreur intellectuelle

Par [Michel De Jaeghere](#), pour **Le Figaro Histoire**

Publié le 1 février à 09h00, mis à jour le 1 février à 18h09



Historien et journaliste, Jean Sévillia est membre du conseil scientifique du Figaro Histoire et chroniqueur au Figaro Magazine. Bruno Klein

ENTRETIEN - Avec ses *Habits neufs du terrorisme intellectuel*, Jean Sévillia fait le tableau de soixante-dix ans de vie intellectuelle française. Une lecture indispensable à qui veut comprendre notre temps.

Longtemps [avant que l'on ne parle de wokisme](#), Jean Sévillia avait consacré, en 2000, un livre pionnier au *Terrorisme intellectuel*. Vingt-cinq ans plus tard, il en a repris la matière pour nous offrir une édition enrichie et prolongée par l'analyse des développements qu'a pris aujourd'hui le politiquement correct. De [l'hégémonie du marxisme sur l'intelligentsia](#) parisienne d'après-guerre aux délires de la théorie du genre, c'est dès lors une formidable histoire intellectuelle de la France qu'il nous propose, de 1945 à nos jours. Son livre se lit parfois avec amusement, d'autres fois avec colère, souvent avec stupéfaction parce qu'il confronte, avec le recul du temps, les principaux acteurs de cette histoire à leurs déclarations, à leurs aveuglements.

Il a quelque chose de générationnel dans la mesure où il nous fait revivre une histoire que nous avons fini par oublier après l'avoir vécue. Il y évoque les délires successifs d'une gauche à laquelle ses errements tragiques n'ont rien fait perdre de son assurance en même temps qu'il ressuscite les quelques figures souvent incomprises qui ont eu le mérite, [tel Soljenitsyne](#), de défendre la vérité dans le désert. À l'heure de l'information compulsive, des punchlines et des analyses à courte vue, le livre de Jean Sévillia s'impose comme une lecture indispensable à qui veut comprendre comment nous en sommes arrivés là.

LE FIGARO. - Qu'est-ce que le terrorisme intellectuel ? Comment le définir ?

Jean SÉVILLIA. - C'est une méthode qui consiste à refuser de débattre de sujets de fond en délégitimant l'un des débatteurs. Il s'agit d'ôter tout crédit à son contradicteur en le disqualifiant pour des raisons morales, parce qu'on l'assimile, par amalgame, aux figures de l'histoire qui incarnent le mal ; de le présenter comme quelqu'un dont les idées auraient manifesté dans le passé leur dangerosité au point qu'il serait inutile de les discuter : qu'il faudrait les combattre sans leur faire la moindre concession. En pratique, cela consiste à réactiver en permanence les figures du fasciste, du raciste, du nazi, du colonialiste, du réactionnaire, de l'homophobe, pour les plaquer sur la personne de ses adversaires. C'est une manière de triompher sans débat parce qu'on a, au nom de la morale, dénié tout droit à la parole à son contradicteur.

Votre livre brosse en définitive une histoire intellectuelle de la France de 1945 à nos jours. Pourquoi en avoir choisi le point de départ dans l'immédiat après-guerre ?

Parce que la *damnatio memoriae* qui a frappé, après-guerre, la collaboration et le gouvernement de Vichy a été à l'origine d'un phénomène nouveau. Depuis l'affaire Dreyfus, intellectuels de droite et de gauche s'opposaient dans des polémiques violentes. Mais il ne serait venu à l'idée de personne que l'une des parties devait être exclue du débat parce qu'elle était, par nature, disqualifiée. L'Action française et le Parti communiste pouvaient échanger des invectives, s'affronter parfois dans la rue. Ils participaient à égalité au débat des idées. La relecture de l'histoire de l'Occupation à laquelle on se livre à l'occasion de la Libération consiste au contraire à assimiler la droite et l'extrême droite à Vichy et à la collaboration : comme s'il n'y avait pas eu de gens de gauche (à commencer par Jacques Doriot et Marcel Déat) parmi les collaborateurs ; comme si Vichy avait été un bloc homogène, uniformément acquis à l'idée de jouer le jeu de l'occupant ; comme s'il n'y avait pas eu de personnalités de droite, et même très à droite (Honoré d'Estienne d'Orves, Pierre de Bénouville, Henri Frenay, Marie-Madeleine Fourcade, Alain Griotteray) dans la Résistance.



Affiche du Parti communiste français célébrant, en 1952, le 35^e anniversaire de la révolution d'Octobre.
Dismier / Khorbine - LA COLLECTION

Le Parti communiste avait été interdit en 1939, non par le régime de Vichy, mais par le gouvernement de la III^e République pour ses menées antinationales. Il avait promu le sabotage de notre matériel militaire pendant la drôle de guerre ; son secrétaire général, Maurice Thorez, avait déserté pour passer à l'ennemi (il s'était exilé auprès de Staline, alors allié à Hitler), et *L'Humanité* avait promu, jusqu'en 1941, la fraternisation avec les soldats de l'armée d'occupation, dénoncé De Gaulle comme un valet de la City. À la Libération, cette histoire est complètement occultée.

Alliée des Etats-Unis, l'URSS a été au premier rang de la victoire contre l'Allemagne nazie. Elle est dans le camp du bien. Elle a participé, et de quelle manière, à la croisade des démocraties contre le fascisme. Appuyé sur son prestige, mais aussi sur la force que représentent ses maquis, ses groupes armés, sur la terreur que les troubles de l'épuration lui ont permis de faire régner, le Parti communiste parvient, en invoquant son engagement dans la Résistance à partir de la rupture du pacte germano-soviétique, à s'imposer comme le parti des 75.000 fusillés (il en avait compté en réalité 5000) et le fer de lance de la libération du pays.

Cela lui permet de prendre une position hégémonique dans le monde intellectuel, dans l'édition comme dans la presse ou à l'Université. L'anticommunisme est assimilé à la complaisance avec le nazisme. C'est un péché, un crime. C'est la grande époque des compagnons de route : même ceux qui n'adhèrent pas formellement au Parti (singulièrement les chrétiens de gauche) reconnaissent sa prééminence morale et politique. «

L'anticommunisme est la force de cristallisation nécessaire et suffisante d'une reprise du fascisme », écrit le chrétien Emmanuel Mounier dans *Esprit*. Lorsque le dissident russe Kravchenko raconte, en 1947, l'horreur concentrationnaire stalinienne, *Les Lettres françaises* dénoncent une opération de propagande américaine.

Face à cela, la droite politique d'après-guerre se réfugie dans l'expertise économique. Elle laisse la fixation des idéaux politiques, le monopole du magistère moral à la gauche, et se retranche dans la bonne gestion.

À Normale Sup, à Sciences Po, à l'Université, au CNRS, le système de cooptation assure un monopole de recrutement aux communistes, à leurs compagnons de route et à leurs alliés. Pour être titulaire de la chaire d'histoire de la Révolution française, à la Sorbonne, par exemple, il faut être marxiste, lire la Révolution comme un épisode de la lutte des classes (la prise de pouvoir par la bourgeoisie) et la Terreur, comme une politique de légitime défense contre l'agression étrangère.

La droite intellectuelle ne subsiste, très marginalisée, que comme un phénomène littéraire ; et encore, les Hussards qui apparaissent à cette époque prennent-ils soin de se présenter comme apolitiques

Jean Sévillia

À Sciences Po, ce sont trois professeurs communistes qui enseignent le marxisme, l'histoire et la géographie de l'Union soviétique. La droite intellectuelle ne subsiste, très marginalisée, que comme un phénomène littéraire ; et encore, les Hussards (Roger Nimier, [Antoine Blondin](#), Jacques Laurent, Michel Déon, Kléber Haedens) qui apparaissent à cette époque prennent-ils soin de se présenter comme apolitiques. Leurs romans racontent des aventures picaresques et des histoires d'amour en Italie, parlent de jolies filles et de belles voitures, quand leurs concurrents de gauche écrivent des romans « engagés » où est défendue leur vision du monde et où sont exaltées leurs luttes politiques. C'est le triomphe de Gramsci : la prise de pouvoir de la gauche sur les esprits par l'hégémonie culturelle.

Quel rôle particulier joue Sartre durant cette période ?

Sartre n'a jamais été membre du PC, mais il est le type même du compagnon de route. « *Tout anticommuniste est un chien* », proclame-t-il. Il dira ailleurs qu'un anticommuniste est « *un rat visqueux* ». Or, il donne le ton à l'intelligentsia. Il en est le représentant le plus éminent. Le communisme reste pour lui une idée pure, en dépit des dévoiements dont il a pu faire l'objet en pratique. Il annonce que le niveau de vie des citoyens de l'URSS dépassera de 30 ou 40 % celui de la France avant 1965. Il reproduit ainsi les illusions qui avaient été avant-guerre celles d'un Gide ou d'un Breton, et sans tenir compte de ce qu'avaient été, chez Gide, les désillusions. La victoire de Staline, sa participation au combat de la liberté contre le nazisme, a emporté toutes les objections.

Quels sont alors les grands mots d'ordre de ce philo-communisme ?

Jusqu'à 1953, c'est-à-dire jusqu'à la mort de Staline, c'est la glorification de l'URSS et du formidable modèle qu'elle propose. On cite souvent la une endeuillée de *L'Humanité* pour annoncer avec tristesse la mort du maréchal Staline, mais celle du *Monde* n'est pas plus critique, et c'est peut-être le plus extraordinaire, quand on songe que le quotidien se proclamera et sera reconnu jusqu'aux années 1980 comme le grand quotidien de référence de l'intelligentsia ; qu'il sera une lecture d'obligation de tous les étudiants de Sciences Po.

Dans *Les Lettres françaises*, Pierre Daix célèbre les camps soviétiques comme « *une magnifique entreprise* ». L'idée dominante est que se rapprocher du PC, c'est se rapprocher du peuple ; que manifester sa solidarité avec l'Union soviétique, c'est défendre la paix contre l'agressivité des Etats-Unis. Cette fascination est assez générale. Elle durera jusqu'à l'écrasement de la révolte de Budapest par les chars soviétiques, en 1956. Ce n'est qu'alors que beaucoup d'intellectuels quitteront le PC ou, pour ceux qui n'en étaient pas membres, se détourneront de lui.

L'anticolonialisme vient prendre cependant le relais...

Effectivement. Les progressistes déçus par les mécomptes du socialisme soviétique vont pouvoir, durant les années 1950 et 1960, projeter leurs espérances sur la décolonisation. La lutte héroïque des peuples contre les puissances coloniales et pour l'émergence du tiers-monde leur apparaît comme un nouvel avatar de la lutte des classes. Dans les figures d'Hô Chi Minh, de Fidel Castro ou de Che Guevara, ils retrouvent l'idéal d'un communisme étranger aux sanglantes compromissions de Staline et de l'URSS, un exemple d'émancipation des

masses laborieuses qui se déploie dans la pureté cristalline d'une guerre de libération des opprimés contre les oppresseurs.

En Indochine, les combats de l'armée française sont décrits comme ceux d'une armée d'occupation. La revue de Sartre, *Les Temps modernes*, les assimile aux exactions de l'armée allemande contre la Résistance. [En Algérie, les porteurs de valise font le choix du FLN contre l'armée](#) de leur propre pays, parce qu'il est l'interprète de l'espérance des opprimés contre la tyrannie coloniale. *France Observateur* et *Témoignage chrétien* mettent en accusation l'armée française en la comparant à la Gestapo. Et dans *L'Express*, Mauriac refuse d'admettre que les crimes des fellaghas suffisent à excuser la présence de la France dans un pays qui n'est pas le sien.

Des dizaines d'intellectuels français font le voyage à Cuba. On leur offre du rhum, des cigares et des filles faciles et ils sont transportés d'enthousiasme devant ce nouveau visage, tropical et festif, de la Révolution

Jean Sévillia

Des dizaines d'intellectuels français font le voyage à Cuba. On leur offre du rhum, des cigares et des filles faciles et ils sont transportés d'enthousiasme devant ce nouveau visage, tropical et festif, de la Révolution. Revenus à Paris, ils font des reportages dithyrambiques sur le modèle social cubain. Fidel mène son pays à la ruine, mais on ne veut voir là que l'effet de l'embargo américain. Au Vietnam, où ils ont pris le relais de la France, les Etats-Unis sont accusés de « génocide ». Et dans les chambres d'étudiant du Quartier latin, il n'est pas rare que voisinent, jusque dans les années 1970, deux affiches : l'une montre un GI au Vietnam avec la question « *Why ?* » Pourquoi ?

Pourquoi l'Amérique sème-t-elle sans raison la mort au loin ? L'autre reproduit, façon Andy Warhol, le visage christique de Che Guevara. J'ai moi-même assisté, en 1973, à une immense manifestation de la Ligue communiste dont le slogan était : « *Ho, Ho, Ho Chi Minh ! / Che, Che, Che Guevara !* » Quand on songe au fleuve de sang qu'ont fait couler leurs révolutions respectives, le slogan a de quoi laisser songeur.

L'autre modèle est celui de Mao.

Mao Tsé-toung parvient au pouvoir en 1949 et il rompt avec la Russie soviétique en 1960. Il devient dès lors, lui aussi, un modèle alternatif pour les déçus de l'URSS. C'est un pays immense et affamé auquel Mao a permis de manger à sa faim. Les intellectuels français, qui ne parlent pas un mot de chinois, y font des « voyages Potemkine », dont ils reviennent émerveillés par les réalisations de la révolution. Pierre Cardin introduit le col Mao dans la mode. Philippe Sollers, Roland Barthes et Julia Kristeva s'enthousiasment pour un régime dont on estime aujourd'hui qu'il est à lui seul responsable de plus de 50 millions de morts.

Comment les événements de mai 1968 s'inscrivent-ils dans cette histoire ?

Mai 1968 donne le spectacle d'une révolution qui échoue dans la rue mais triomphe dans les mentalités. De Gaulle gagne les élections, mais toutes les élites sociales vont, en quelques mois, quelques années, se rallier peu à peu aux mots d'ordre qui étaient ceux des étudiants et qui, sous prétexte qu'il était interdit d'interdire, reviennent à l'exaltation d'un individualisme sans limite et sans frein, destructeur de toutes les institutions. La droite paie ainsi au prix fort sa démission intellectuelle : de n'avoir pas su opposer au progressisme un idéal alternatif. Terrorisée par l'intimidation qui associait ses principes aux heures sombres de l'Occupation, remisant ses aspirations à la grandeur en renonçant, bon gré mal gré, à ses rêves d'empire avec la décolonisation, elle s'en était remise, contre les illusions du socialisme, à l'accumulation des biens de production. La France connaît alors le plein-emploi et une augmentation considérable de son niveau de vie. Elle n'est plus menacée par la guerre.

On n'accepte plus l'idée que l'individu soit redevable à la société qui l'a vu naître. La notion de devoir est disqualifiée. On souhaite défendre et étendre ses droits

Jean Sévillia

Ce sont les Trente Glorieuses, l'époque où le confort moderne déferle sur l'Occident. Où l'on passe d'un monde où l'on n'a pas toujours de salle de bains chez soi (à Paris, un logement sur quatre n'avait toujours pas l'eau

courante en 1946) à la cuisine équipée d'un réfrigérateur, d'une machine à laver et bientôt d'un lave-vaisselle. La droite politique a cru que l'évidence de ces améliorations de la vie quotidienne suffirait à justifier le maintien d'usages anciens, de rigidités, de conventions et d'un modèle social dont nul ne s'était plus soucié de défendre les fondements. Or, c'est le contraire qui se produit : gavées de biens de consommation, les jeunes générations secouent le joug des disciplines qu'on s'obstine à leur imposer sans leur avoir transmis les principes qui leur donnaient un sens. Elles veulent jouir sans entraves des plaisirs que la vie leur dispense. L'arrivée de la pilule donne le signal de l'émancipation sexuelle. Le nombre de divorces explose.



Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir et Fidel Castro, lors de la visite du couple à Cuba, en 1960.
Pictures from History / Bridgeman

C'est en réalité une révolution intellectuelle qui se joue, dans laquelle le wokisme contemporain est déjà tout entier en germe. On n'accepte plus l'idée que l'individu soit redevable à la société qui l'a vu naître. La notion de devoir est disqualifiée. On souhaite défendre et étendre ses droits. Ce changement de paradigme affecte la famille, l'école, l'entreprise, le rapport à l'Etat. Tout exercice de l'autorité devient contestable. Toute hiérarchie est frappée d'illégitimité. Demain (c'est-à-dire aujourd'hui), on refusera même la moindre détermination par l'héritage et jusqu'au donné biologique de son propre corps. On entendra décider selon son bon plaisir de sa famille et de sa patrie et choisir même son genre.

Vous consacrez un chapitre au surgissement du témoignage de Soljenitsyne, avec la publication, en décembre 1973, de *L'Archipel du Goulag*. Quel rôle joue-t-elle dans l'évolution des mentalités ?

Elle porte un coup très sérieux à ce qui restait encore d'illusion communiste. Depuis 1962, nous vivions sous le règne de la détente. On commerçait avec l'URSS. On pouvait même s'y rendre. Il y avait certes eu en 1968 le coup de Prague, mais le monde communiste avait cessé d'apparaître comme une menace pour l'Occident. Ceux-là mêmes qui s'étaient dépris de la fascination qu'il avait exercé après-guerre le considéraient seulement comme un monde déclinant, marqué par un certain immobilisme, une certaine stagnation. Or, Soljenitsyne venait nous révéler que le totalitarisme et la dictature policière y avaient survécu à Staline. Que les camps de concentration formaient, en Union soviétique, un archipel dans lequel étaient détenus des centaines de milliers de prisonniers politiques. Son témoignage divise aussitôt la gauche. Il est relayé par Jean Daniel et *Le Nouvel Observateur*, célébré par [Bernard-Henri Lévy](#) et André Glucksmann, les « nouveaux philosophes » qui voient en son auteur la figure tutélaire d'une politique entée sur la défense des droits de l'homme.

Il est au contraire récusé par le PCF et ses compagnons de route de *Témoignage chrétien*. Mais il embarrasse aussi François Mitterrand. Car en 1972, PS et PC ont signé le programme commun de gouvernement. Les socialistes savent qu'ils ne peuvent arriver au pouvoir qu'avec les communistes. Susceptible de donner à l'anticommunisme un singulier regain, le témoignage de Soljenitsyne arrive dès lors au plus mauvais moment. On s'efforce de « contextualiser » ses révélations (la violence politique n'est-elle pas, après tout, consubstantielle à l'histoire russe ?) pour sauver ce que l'on a de plus précieux : l'union de la gauche ! Arrêté, déchu de sa nationalité, expulsé en février 1974 d'Union soviétique, Soljenitsyne fait en outre des déclarations

qui font bientôt apparaître qu'il n'est pas un libertaire acquis à la philosophie des droits de l'homme, mais un chrétien et un patriote qui souhaite la régénération de la Russie et défend avant tout les droits de l'âme.

Lorsqu'il est reçu le 11 avril 1975 sur le plateau d'*Apostrophes* pour présenter la traduction de son livre, Jean Daniel, qui doit se faire pardonner auprès de ses camarades du soutien qu'il lui a apporté, proteste contre le fait que Bernard Pivot n'ait invité aucun communiste pour lui porter la contradiction. Dans *L'Unité*, l'hebdomadaire du Parti socialiste, un journaliste estime que « *le personnage inquiète physiquement. Même bien lavé et bien rasé, il offre le côté douteux du moujik des légendes, avec ces sillons qui burinent la face et lui donnent un aspect simiesque, celui de ces singes tristes qui regardent passer les promeneurs du dimanche* ». Et lorsque à l'annonce, quelques jours plus tard, de la prise de pouvoir par les Khmers rouges au Cambodge (le 17 avril) puis par le Viêt-Cong au Sud-Vietnam (le 30), il prévient que l'Indochine va devenir un goulag, la presse bien-pensante s'étrangle en discernant en lui un anticommuniste primaire.

Le Monde et Jean Lacouture célèbrent au contraire la fin de la guerre du Vietnam comme une victoire de la démocratie et une « libération ». Près d'un million de Sud-Vietnamiens prennent dès alors la direction des camps. 300.000 y mourront. 2 millions d'habitants de Saïgon sont déportés vers de nouvelles zones économiques et astreints aux travaux forcés. Au Cambodge, les Khmers rouges procèdent au même moment à la liquidation de plus de 3 millions de Cambodgiens : plus du tiers de la population. Soljenitsyne avait raison, mais on n'a pas voulu l'entendre.

De quand peut-on dater la fin du prestige du communisme parmi les intellectuels de gauche ?

L'Indochine marque indiscutablement un tournant. Dès 1976, on assiste au départ en masse des *boat people* (plus de 700.000 personnes, entre 1976 et 1983, fuyant sur des radeaux de fortune) qui suscite, en leur faveur, la mobilisation de Bernard Kouchner et de Médecins sans frontières. On assiste dès lors à l'émergence d'une gauche antitotalitaire, enfin délivrée de l'emprise du modèle soviétique. Cela se traduit par la fameuse rencontre, suscitée par André Glucksmann, de Sartre et de Raymond Aron, allant plaider ensemble à l'Élysée la cause des *boat people* auprès de Giscard d'Estaing.

Aucune démonstration n'atteint l'idée très profondément enracinée chez nos intellectuels que le communisme fut un idéal généreux dévoyé par ses applications, alors que le nazisme était criminel dès ses premières intentions

Jean Sévillia

Il y a pourtant de beaux restes. Vingt ans plus tard, en 1997, la parution du *Livre noir du communisme*, qui démontre que le communisme s'est comporté, en Russie, de manière criminelle dès ses origines, et sans nullement attendre l'avènement de Staline, et que le bilan de ses victimes atteint, au XX^e siècle, le chiffre incroyable de 100 millions de morts, fait scandale. La préface de Stéphane Courtois est désavouée par une partie de ses propres contributeurs parce que, hommes de gauche, ils sont scandalisés par le caractère sans appel de sa condamnation de l'idéologie dont ils ont montré eux-mêmes le caractère criminel, et par la comparaison qu'il fait entre les crimes du communisme et ceux du nazisme. Les dérives observées (y compris par eux-mêmes !) dans différents pays ne leur paraissent pas justifier que l'on considère que le communisme a été nuisible et criminel partout où il a exercé le pouvoir ; qu'il est, pour reprendre les mots du pape Pie XI, « *intrinsèquement pervers* ».

L'ouvrage devait d'ailleurs s'appeler *Le Livre noir des crimes communistes*, et Stéphane Courtois a dû changer le titre à la demande de ses coauteurs. Alain Besançon déclenchera des réactions analogues lorsque, devant l'Académie des sciences morales et politiques, il fera lui-même un parallèle (repris dans son précieux *Malheur du siècle*) entre communisme et nazisme, en comparant leurs procédés et leur idéologie. Aucune démonstration n'atteint l'idée très profondément enracinée chez nos intellectuels que le communisme fut un idéal généreux dévoyé par ses applications, alors que le nazisme était criminel dès ses premières intentions. C'est ce qui explique que nous trouvions naturel qu'il y ait encore un Parti communiste en France, même résiduel, en dépit du bilan sanglant de l'idéologie dont il est le dépositaire.

À la fin du XX^e siècle, le terrorisme intellectuel s'est cependant déporté sur un autre terrain : celui de la politique migratoire.

Le terrain change, mais les procédés restent les mêmes : l'instrumentalisation de l'histoire et la diabolisation de l'adversaire. Dès l'émergence du Front national, Jean-François Kahn avait dénoncé dans son programme, qui visait alors essentiellement à faire obstacle à l'immigration désordonnée des années 1980, celui d'un parti fasciste des années 1930. L'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2002 donne lieu à des scènes sidérantes, où des barricades sont montées dans Paris tandis que des manifestants proclament fièrement : « *No pasarán !* » On pourrait se contenter d'en rire, mais ce que Lionel Jospin a appelé lui-même le « *petit théâtre antifasciste* » a joué un rôle essentiel dans la division de la droite en deux entités irréconciliables, qui est à l'origine de la crise politique actuelle, puisqu'un tiers de l'électorat élit des députés infréquentables, et qu'il faut trouver des majorités sans eux, dans ce que l'on appelle l'arc républicain, sans que l'on puisse définir précisément ce qui permet de dire qui est républicain et qui ne l'est pas.

La Seconde Guerre mondiale est sollicitée en outre contre la droite classique elle-même pour l'empêcher d'aborder la question migratoire de front. En assimilant toute volonté de limiter l'immigration au racisme, on sollicite en effet d'emblée un imaginaire qui renvoie aux crimes du nazisme. Toute mesure de discrimination en faveur des Français est interdite par le fait que la discrimination évoque le sort des Juifs pendant l'Occupation. Edwy Plenel le dit expressément, et la main de fatma de SOS Racisme est une singerie, au fond, assez scandaleuse, de l'étoile jaune. Dans ces conditions, tout renvoi d'un clandestin chez lui peut être analysé comme une déportation.

Sous l'effet d'une campagne d'opinion permanente et multiforme, un consensus s'est fait pour rejeter tout ce qui procéderait de l'exclusion. Mais aucune communauté humaine ne peut perdurer sans exclure de son sein, de ses pri vilèges, ceux qui n'en font pas partie. En général, M. Dupond exclut que sa femme couche avec M. Durand. Est-ce du racisme anti-Durand ?

La première édition de votre livre date de 2000. Les dernières décennies ont-elles vu apparaître de nouveaux procédés du terrorisme intellectuel ?

Sur le fond, les thèmes se sont seulement enrichis de la question du genre, qui était absente avant 2000. Le wokisme lui-même procède lointainement de la pensée 68, qui nous est revenue des Etats-Unis après y avoir été implantée par les théoriciens de la *French Theory*. La volonté d'être « éveillé » face aux persécutions de toutes les minorités, la phobie des phobies procèdent en dernière analyse de l'individualisme et de la déconstruction de toutes les communautés traditionnelles (la famille, la nation) au profit d'identités et de communautés que l'on s'est choisies et auxquelles on adhère contractuellement. Ce courant se manifeste toujours par le sans-frontiérisme, l'antiracisme, le rejet des autorités et des hiérarchies, la déconstruction de la famille, le primat de l'individu.

La nouveauté est plutôt d'ordre technique. Elle tient à l'institutionnalisation des chaînes d'information continue et à l'apparition des réseaux sociaux

Jean Sévillia

La nouveauté est plutôt d'ordre technique. Elle tient à l'institutionnalisation des chaînes d'information continue et à l'apparition des réseaux sociaux. Cela s'est traduit par une libération de la parole, qui a cessé d'être filtrée par quelques journaux, quelques chaînes de télévision. Aujourd'hui, des milliers de canaux permettent de diffuser des idées, de mener débats et discussions. Cela a eu un effet indiscutablement positif avec l'émergence de voix et d'opinions (notamment conservatrices) qui n'avaient pas le moyen de s'exprimer, mais aussi un effet négatif avec l'aplatissement de toute autorité intellectuelle, et le règne d'un incessant bavardage. La recherche de formules chocs qui restent dans les esprits, inhérente à ces nouveaux vecteurs, a suscité en retour l'émergence de nouveaux chiens de garde traquant les dérapages et les analogies susceptibles de permettre de diaboliser leurs adversaires, voire de les traîner en justice.

Il y a là un risque de judiciarisation du débat des idées, qu'illustrent les menaces dont a fait l'objet un esprit aussi éminent que Pierre Manent pour avoir dit, de façon très modérée et au fond très banale, que le nombre des

musulmans en Europe pourrait un jour devenir problématique pour l'identité de notre continent. Cette évolution s'accompagne parfois de violences physiques comme dans le cas de Marguerite Stern, cette ancienne Femen dont les signatures ou les conférences sont attaquées par des nervis parce qu'elle met en cause le transgenrisme.

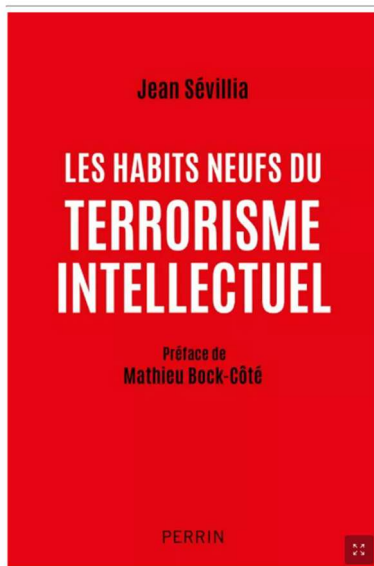
Le terrorisme intellectuel continue-t-il à utiliser l'histoire ?

Oui : l'instrumentalisation de l'histoire reste permanente. Quand le gouvernement Balladur avait voulu mettre en place en 1993 une timide politique familiale pour faire face à la crise de notre démographie, le député RPR qui en avait fait la promotion, Mme Codaccioni, avait été accusé de renouer avec le régime de Vichy. Quand la loi Taubira vient définir, en 2001, la traite négrière comme un crime contre l'humanité, quelle utilité cela peut-il avoir, si ce n'est de faire naître un néoracisme qui désigne toute personne d'origine africaine comme une victime à laquelle nous devrions réparation ?

A l'université, le succès de livres de vulgarisation tels que ceux de Lorant Deutsch (*Métronome* : 2 millions d'exemplaires !) ou des émissions de Franck Ferrand et de Stéphane Bern ont alarmé les vigilants, parce qu'ils atteignaient un public considérable avec des récits dont la teneur était parfois conservatrice ou réactionnaire (Lorant Deutsch ne cache pas son royalisme). Le projet de Nicolas Sarkozy, inspiré par Patrick Buisson, de créer une Maison de l'histoire de France et le succès considérable et croissant que rencontra le parc du Puy du Fou, où est exalté le « roman national », ont aggravé l'inquiétude à l'idée de voir consacrée, diffusée, une histoire réactionnaire qui remette en question des entreprises de déconstruction dont l'impact est limité par la confidentialité des tirages des ouvrages savants qui les mènent à bien.

Professeur au Collège de France, éditeur au Seuil, membre du comité scientifique de *L'Histoire*, Patrick Boucheron a pris, en réaction, la tête d'une entreprise éditoriale qui consiste à réhabiliter la forme du récit, souvent délaissée par les historiens contemporains parce que considérée comme dépassée au regard des exigences de l'histoire sociale, en le mettant au service d'un projet de déconstruction de l'histoire nationale. Dans son *Histoire mondiale de la France*, il ne s'agit pas seulement de dissiper les légendes en rétablissant les faits, mais de dénier toute identité à la France ; de proclamer que, peuplé depuis toujours par une immigration incessante, notre pays n'a guère connu de grands hommes que venus d'ailleurs, d'événements que situés en dehors d'un territoire mobile et changeant ; que sa spécificité est justement de ne pas en avoir. Le paradoxe est que le parti pris est tel que cette histoire qui se veut ultra-scientifique finit par être aussi imaginaire que les plus fantaisistes des épisodes du roman national.

L'histoire reste un enjeu parce qu'elle est le lieu de la complexité, l'antidote au simplisme qui guette nos sociétés compulsives. Elle est aussi au cœur de l'espoir que nous pouvons garder d'assimiler les populations qui se sont installées en France depuis quarante ans. La France n'est pas une race, mais elle est une histoire. Nous ne ferons de ces nouveaux venus des Français à part entière que si nous parvenons à leur faire partager et aimer notre histoire, singulièrement en leur rappelant que celle qui nous a liés au Maghreb n'a pas toujours été conflictuelle : que certains de leurs pères ont aimé la France et que la France les a aimés en retour. Le projet paraît difficile à réaliser, le succès aléatoire. Il nous faut pourtant essayer, car la réussite de cette entreprise est vitale. On peut dire que c'est une voie étroite. Il me semble qu'il n'y en a pas d'autre.



«Les Habits neufs du terrorisme intellectuel», de Jean Sévillia, préface de Mathieu Bock-Côté, Perrin, 412 pages, 23 €, Perrin

«Les Habits neufs du terrorisme intellectuel», de Jean Sévillia, préface de Mathieu Bock-Côté, Perrin, 412 pages, 23 €. *Perrin*

«*La guerre de Cent Ans : guerre féodale, guerre nationale ?* », 132 pages, 9,90€, disponible en kiosque et sur [le Figaro Store](#).